

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 1989

Artikel: L'impasse de l'austérité : chômage en hausse, croissance en berne : le "blues" des électors

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'impasse de l'austérité

Chômage en hausse, croissance en berne: le «blues» des électorats

Jean-Pierre Ghelfi - 07 mars 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22939>

Les [derniers chiffres](#) du chômage publiés par Eurostat, l'Institut européen des statistiques, sont terrifiants: 26 millions de personnes dans l'Union européenne dont 19 millions dans la zone euro; 27% en Grèce, 26% en Espagne, 18% au Portugal, 14% en Irlande, 12% en Italie, 11% en France. Le taux de chômage des jeunes (moins de 25 ans) tourne autour de 25%, soit plus du double de la moyenne de l'UE - avec des taux supérieurs à 50% en Grèce et en Espagne, et de près de 40% en Italie et au Portugal.

On a malheureusement toutes les raisons de craindre que la tendance n'est pas prête de s'inverser. La doctrine européenne dominante reste celle de la rigueur budgétaire. Les gouvernements se sont en effet engagés à réduire leurs dépenses et leur endettement. Mais la question se pose de savoir si ces engagements financiers pourront encore être tenus longtemps au plan politique.

L'électorat grec a dû être convoqué deux fois pour élire un gouvernement qui accepte de continuer de couper dans les dépenses, sans pour autant parvenir à faire entrer de nouvelles recettes. L'électorat français a élu un président le printemps dernier qui parlait autant de relance que de rigueur. L'électorat italien a

choisi des députés qui, pour les trois quarts, ne soutiennent pas une politique d'austérité. Si des élections avaient lieu maintenant en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne, il est très probable que des majorités antiaustérité sortiraient des urnes. Même en Allemagne, en dépit de sa popularité personnelle, il n'est pas certain que la chancelière Angela Merkel soit confirmée cet automne.

La mauvaise humeur des populations paraît ainsi se généraliser. Il y a probablement deux raisons principales à cette évolution. L'une est liée à un sentiment d'inégalité de traitement. Beaucoup de gens sont choqués de voir que les grandes banques, qui portent une lourde responsabilité dans le déclenchement de la crise actuelle, ont presque toutes été sauvées, que pratiquement aucun banquier n'a été poursuivi et encore moins condamné, mais que le *vulgum pecus* est laissé à son sort, abandonné. Les «indignés» de partout ont de nombreux motifs de l'être. Pourquoi, en effet, les gouvernements ne soutiennent-ils pas les emplois comme ils ont soutenu les banques? L'autre raison est la perception qu'il est évident que plus les gouvernements coupent dans les dépenses et augmentent les prélèvements obligatoires, plus la situation

économique se dégrade, des emplois disparaissent et le chômage augmente.

«C'est irresponsable»

Le cas de la Grèce est assurément particulier. Dans ce pays, durant de nombreuses années, tout le monde a triché avec les impôts, les assurances sociales et les dépenses publiques.

Mais on ne peut pas en dire autant de l'Espagne ni de l'Irlande. Avant la crise, leurs comptes publics étaient excédentaires et la proportion de la dette publique par rapport au produit intérieur brut était inférieure au plafond de 60% figurant dans le traité de Maastricht. Les comptes sont devenus déficitaires et la dette a gonflé à la suite des aides massives fournies aux banques pour éviter leur implosion. Et ce sont maintenant les populations de ces deux pays qui doivent se serrer la ceinture, enregistrant des baisses substantielles de leur niveau de vie.

Le schéma est un peu le même au Royaume-Uni et en France. L'explosion de la dette publique résulte aussi pour une bonne part des soutiens apportés aux banques, et les politiques de rigueur qui en découlent sont maintenant supportées par les ménages. L'Italie doit une bonne part de

ses malheurs à la politique velléitaire du «cavaliere bunga bunga» qui a beaucoup promis, mais peu tenu. Berlusconi n'a pas entrepris les réformes nécessaires pour améliorer la compétitivité de l'économie qui est en quasi-stagnation depuis la création de l'euro il y a une dizaine d'années.

Par contre-coup, le projet européen lui-même s'en trouve discrédité. Interrogé par *Le Monde* à la suite des élections italiennes et du succès du Mouvement 5 étoiles, [Dominique Reynié](#), directeur de la Fondation pour l'innovation politique, relevait que «*les dirigeants politiques refusent à l'Europe les attributs d'une puissance publique qui serait complémentaire de celle des Etats. Le budget adopté récemment en est un exemple. Cela aurait dû être un budget d'investissement et de croissance pour signifier aux Européens que l'UE avait pris la mesure de la gravité de la situation. C'est le contraire qui a été décidé [...]. C'est irresponsable.*»

La doctrine dominante de la frugalité, de la rigueur, pour tout dire de l'austérité, produit désormais des effets pervers. Ce ne sont plus seulement certains pays qui sont à la peine, c'est l'ensemble de l'Union qui s'est mise à stagner, voire qui s'installe dans la récession. A l'automne 2012, on évoquait une reprise

progressive des activités économiques au sein de l'Union européenne à partir de la deuxième moitié de cette année. Quelques mois plus tard, la reprise escomptée est reportée à 2014.

Il n'y a là rien de vraiment surprenant. On ne sort pas d'une crise financière sévère, comme celle qui a commencé en 2007, en pratiquant des politiques d'austérité. Ce que le FMI a fini par admettre l'automne dernier dans ses [Perspectives de l'économie mondiale](#) (p. 44) en reconnaissant que l'impact des politiques d'austérité sur la croissance avait été sous-estimé.

Confiance? Non, méfiance!

La même observation vaut pour la Grande-Bretagne. Ce pays n'est pourtant pas dans la zone euro. Il peut laisser sa monnaie se dévaluer pour relancer ses exportations – sans succès jusqu'à présent. La politique de coupes dans les dépenses instaurée par le gouvernement conservateur devait rétablir l'équilibre des comptes publics d'abord en 2015, puis en 2016. Maintenant, ce serait plutôt 2018. Au point que même *The Economist*, qui pourtant soutient la politique suivie, écrit dans son édition de la semaine dernière que la croissance devrait devenir la priorité du ministre des

finances et de la banque centrale («*refocus on growth*»).

L'argumentation des tenants des politiques d'austérité tenait en un mot: confiance. En réduisant les déficits des finances publiques, on rassurerait les marchés financiers. Les investisseurs reprendraient confiance de sorte que la croissance reviendrait. Pourtant, on peut tourner la tête dans toutes les directions. Pas la moindre trace d'un retour de la confiance ne s'esquisse. Les entrepreneurs restent méfiants. Ils font la grève de l'investissement. Pourquoi diable, d'ailleurs, agiraient-ils autrement? La demande reste déprimée et a plutôt tendance à faiblir.

Ce n'est évidemment pas pour dire que tout est pour le mieux et que la situation des finances publiques et de la dette peuvent continuer de dériver sans qu'il finisse par en résulter des dommages. Mais cet assainissement indispensable doit intervenir lorsque la situation économique se sera améliorée et que le chômage aura nettement diminué.

Et plus l'on tardera à changer de priorités, plus la sortie du tunnel sera longue et douloureuse. Et dans quel état se retrouveront les nouvelles générations aujourd'hui sacrifiées? Et les Etats? Et la démocratie?